



AVRIL 2011

LETTRE N° 52 SPECIALE FUKUSHIMA

EDITO

POUR UN DEBAT DEMOCRATIQUE NATIONAL ET REGIONAL SUR LES RISQUES NUCLEAIRES ET LA POLITIQUE ENERGETIQUE

Sur le « choix » du nucléaire, jamais les citoyens ni les députés français n'ont été consultés.

L'organisation d'un débat, national et décentralisé, sur les risques nucléaires et les choix pour l'avenir de la politique énergétique, est un devoir démocratique et une obligation juridique pour les pouvoirs publics. Ils ont le devoir d'informer la population, de lui donner accès à l'information et au processus décisionnel. C'est ce que prévoit la Convention d'Aarhus, élaborée par les Nations Unies, ratifiée par la France le 8 juillet 2002 ; la directive 2003/4/CE du Parlement Européen précise que l'information doit être « à jour, précise et comparable ».

Un devoir démocratique.

L'ampleur du risque nucléaire couru par la France du fait de la place prédominante qu'elle a donné à l'énergie nucléaire n'est pas niable. Les conséquences potentielles sur l'environnement naturel, la santé humaine, les enjeux socio-économiques sont tels que les pouvoirs publics ont le de-

voir d'informer la population et de donner équitablement à chacun la possibilité de s'exprimer.

Une obligation juridique constitutionnelle

L'obligation d'organiser un débat national résulte du principe même de la démocratie. Elle est de surcroît imposée et organisée par la Constitution, particulièrement la Charte de l'environnement adjointe en 2005 au préambule de cette Constitution.

En vertu de l'article 1^{er} de la Charte : ' *Chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé* '.

En vertu de l'article 7 : ' *Toute personne a droit, dans les conditions et les limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement* '.

Ces deux dispositions constitutionnelles fondent le droit de chaque citoyen français à un débat national sur les risques nucléaires et la politique énergétique nationale. Chaque citoyen peut se prévaloir de cette prérogative constitutionnelle en s'adressant directement au Président de la République, au Premier Ministre, au Président de l'Assemblée Nationale et au Président du Sénat pour demander qu'un débat national soit organisé. En cas de refus, ils seront fondés à s'en prévaloir devant les juridictions compétentes.

Cette exigence de débat concerne bien évidemment les institutions bourguignonnes qui cautionnent le **pôle nucléaire bourguignon** sans qu'il y ait eu de débat démocratique en leur sein.

Dans ce numéro :

DOSSIER NUCLEAIRE FUKUSHIMA 2 à 7

On a reçu 4

LA VIE DE LA CAPEN... et de ses associations AG et conseils d'administration 8



AGENDA 2011 - Pour une convergence des luttes écologiques et sociales

- ⇒ CONGRES de FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT les 31 mars et 1er avril 2011 à MARSEILLE (thème : agriculture) - Assemblée générale le 2 avril.
- ⇒ Conseil d'Administration de la CAPEN : jeudi 14 avril à GENOUILLY
- ⇒ Schéma régional post-grenelle — Séminaire le 16 avril à 17h au Conseil Régional à DIJON (aménagement du territoire)
- ⇒ 26 AVRIL 2011 : LES 25 ANS DE TCHERNOBYL

ET CE QUI DEVAIT ARRIVER...AREVA

SOUSCRIPTION

AREVA vient de lancer une nouvelle campagne de propagande en France, mais aussi en Europe et au Etats-Unis, dont le coût estimé est de plus de 20 millions d'euros Rien qu'en France, AREVA diffusera pendant un mois 1500 spots télé et des pubs dans des journaux nationaux. Sans parler de la pression que cette entreprise exerce sur les journaux bourguignons.

Nous devons faire progresser largement une contre-propagande dans la population française, et cela avec nos propres moyens militants, financiers et médiatiques. Les mois qui viennent seront décisifs pour faire basculer l'opinion, d'une part, mais aussi pour faire connaître comment notre pays peut **SORTIR DU NUCLEAIRE**

Pour atteindre cet objectif, le réseau SORTIR DU NUCLEAIRE propose de diffuser gratuitement **un million de brochures** au-delà des convaincus.

► **SOUSCRIVEZ** pour financer l'impression et la diffusion des brochures (format « poche »)
« **CHANGEONS D'ERE, SORTONS DU NUCLEAIRE** »

A chaque fois que la souscription atteindra un palier de 40.000 euros, il sera lancé l'impression de 40.000 brochures supplémentaires. Votre don pour cette souscription est déductible de vos impôts (qui servent à financer le nucléaire !) pour 66 % (une souscription de 40 euros permet d'imprimer et de diffuser 100 brochures).

Même modeste, votre soutien financier est essentiel pour contrer le lobby nucléaire.

Contact : www.sortirdunucleaire.org/ere-souscription



Anne LAUVERGEON, patronne d'AREVA, est venue en visite en Bourgogne peu avant la catastrophe japonaise. Elle a été reçue en grande pompe par les élu-e-s PS/UMP exposant leur « union sacrée » pour le **pôle nucléaire de Bourgogne et AREVA**. Soit-disant pour l'emploi, le PNB représentant une dizaine de milliers d'emplois pour la région. Ces élus ont la mémoire courte : ils ont déjà oublié le désastre industriel de la mono-industrie de Creusot-Loire.

La même LAUVERGEON qui a d'abord déclaré qu'il n'y avait pas de catastrophe, puis que les prises de position des antinucléaires étaient « indécentes ». L'indécence a été, dans les circonstances de la catastrophe, d'avoir donné la priorité à la protection des actionnaires du nucléaire en perdition. Illustrée par le titre cynique du FIGARO « *Le drame du Japon menace l'avenir du nucléaire* ». Et cette dirigeante est considérée comme la plus « puissante » de France...

A la CAPEN, comme chez tous les

SONDAGE IFOP pour Europe Ecologie Les Verts— 17 mars 2011

Questions : **SOUHAITEZ VOUS QUE** la France

....

- ⇒ poursuive son programme nucléaire et construise de nouvelles centrales : **30 %**
- ⇒ Arrête progressivement sur 25 ou 30 ans son programme nucléaire et de faire fonctionner ses centrales : **51 %**
- ⇒ Arrête rapidement son programme nucléaire et de faire fonctionner ses centrales : **19 %**

Pour consulter en détail : www.ifop.com

« **AU JAPON, LA REALITE DEPASSE LA FISSION** » - Titre du CANARD ENCHAINE du 16 mars 2011



25 ans de TCHERNOBYL 25 ans de mensonges 25 jours d'actions

Le 26 avril 2011, nous « commémorerons » un bien triste anniversaire : les 25 ans de la catastrophe de Tchernobyl. 25 ans de mensonges colportés par l'industrie nucléaire, par les gouvernements, avec la complicité de la plupart des médias tenus en laisse...

Le réseau SORTIR DU NUCLEAIRE (fédération de 873 associations et ONG), avec le soutien de partis politiques (Europe Ecologie/les Verts, Parti de Gauche, NPA...) organisera des **actions décentralisées partout en France**, et relayées dans le monde entier.

Nous donnerons la parole aux témoins du nucléaire (intérimaires...), aux porteurs d'alternatives, dans le cadre d'une tournée hexagonale.

REJOIGNEZ-NOUS ! MOBILISEZ VOUS !

Contacts : www.chernobyl-day.org
reseau.capen71@orange.fr

En Saône & Loire, on a exploité l'uranium....il reste des déchets radioactifs GUEUGNON et son parking radioactif

En Bourgogne, 235.000 tonnes de déchets radioactifs sont entassées à côté du stade de Gueugnon et sur les rives de l'ARROUX. De 1955 à 1980, la ville a hébergé une usine de traitements de minerais et de pré-concentrés d'**uranium** exploité par la COGEMA. La municipalité trace un « parcours de santé » autour de la zone de stockage. Et on oublie ces déchets. AREVA hérite du site et ne fait rien.

En 2009, une équipe de France 3 fait un reportage sur les anciennes mines d'uranium françaises (21 sites, 50 millions de tonnes de déchets..), et avec l'aide de la **CRII-RAD**, révèle un scandale : dans presque tous les sites, aucune précaution n'est prise, les riverains ne sont pas informés. A Gueugnon, la CRII-RAD trouve par endroits une radioactivité plus de 100 fois supérieures aux normes. Pendant 30 ans, les « expertises » d'AREVA (?) n'avaient rien trouvé... Elle entoure la zone contaminée d'un grillage et, sous la pression, ordonne des travaux par un transfert des déchets du parking vers une zone de stockage par une entreprise de

sous-traitance. Une CLIS est mise en place. Mais le site de stockage n'est pas conforme à la législation...ni aux promesses de BORLOO qui avait promis une « décontamination totale et exemplaire »...

Il reste d'autres sites en Saône et Loire pour lesquels nous n'avons aucune données disponibles : GRURY, ISSY L'EVEQUE....

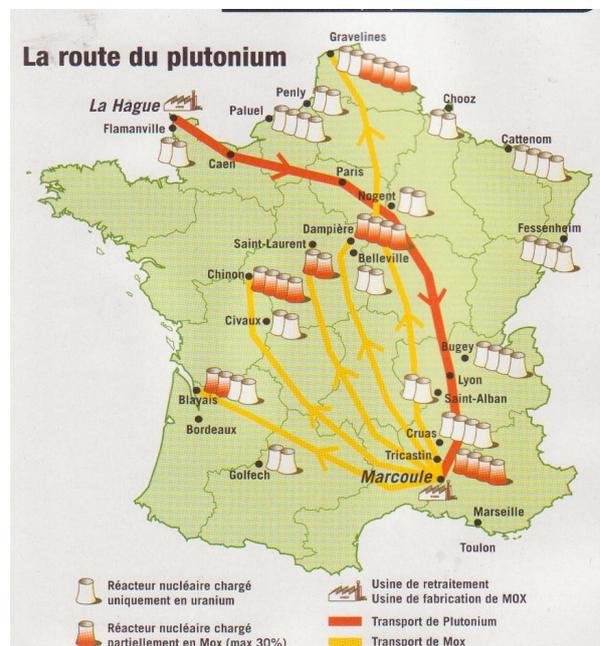
TRANSPORTS RADIOACTIFS par route et par voie ferrée

Qui se souvient du camion de déchets radioactifs bloqué par GREENPEACE au cœur de Chalon S/S, il y a quelques années ? Quel élu bourguignon connaît les transports de déchets radioactifs transitant par sa commune ? Et d'ailleurs, qui s'en soucie ?

Le 7 février 2011, on apprend par hasard qu'un train de déchets hautement radioactifs, venant d'Italie pour aller à La HAGUE va traverser la France. Les anti-nucléaires ont juste le temps d'organiser une mini-manif de protestation en gare de LOUHANS. La préfecture « n'était pas au courant » ?! Anne LAUVERGEON, en visite à ST MARCEL, en profite pour distiller des mensonges sur la gestion des déchets de son industrie dans la presse locale.

On apprend en fouinant un peu que des camions transitent ni vus ni connus, venant de Suisse, par LOUHANS ou, issus des centrales de la vallée du Rhône, par la route de CUISERY.

Au mois de mars, un témoin prend des photos d'un convoi de camions circulant sur l'autoroute A6. Envoyé à la presse, le témoignage n'est pas repris.



TCHERNOBYL : Des dizaines de milliers de morts, des centaines de milliers d'irradiés depuis le 26 avril 1986

....Aujourd'hui encore, pendant la catastrophe de FUKUS-CHIMA, les nucléocrates nient l'indécente vérité.

COMMUNIQUE DE PRESSE NON PUBLIE ET
NON CITE(*)

FUKUSHIMA : C'EST BIEN UNE CATASTROPHE, MONDIALE, HUMAINE, ECOLOGIQUE, ECONOMIQUE

LES MENSONGES ET L'INDIGNE PROPAGANDE DES NUCLEOCRATES

La catastrophe les a pris de court :

« l'impossible » est arrivé ! Mais il était prévisible, annoncé : il était insensé de construire des centrales sur une telle zone sismique. Cela s'est fait avec la bénédiction de tous les organismes officiels, les « experts » patentés de la sûreté nucléaire. Les mêmes qui tentent lamentablement aujourd'hui de nous rassurer, de minimiser la portée de la mondialisation de la catastrophe, ou, en France, de nous faire croire que dans notre pays, tout a été prévu.

L'AVEUGLEMENT DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Alors que des millions de japonais vivent une tragédie sans précédent depuis Hiroshima, le président SARKOZY fanfaronne sur la « sûreté » du nucléaire français et de son EPR. Or, le réseau SORTIR DU NUCLEAIRE a démontré en 2003 qu'aucun de « nos » 58 réacteurs ne résisterait au crash d'un avion de ligne. Il est insensé de vanter la sécurité d'un réacteur EPR qui n'a jamais fonctionné et dont les défauts de construction sont légion : surcoûts qui se chiffrent en milliards d'euros, utilisant du plutonium en faisant le réacteur le plus dangereux au monde. 19 des réacteurs en activité, vieillissants, fonctionnent avec des générateurs de secours qui ne démarreraient pas en cas de besoin ! La leçon de TCHERNOBYL n'a pas été retenue : la transparence n'est que de façade. Nous n'avons aucune confiance dans les « experts » officiels.

Pour Anne LAUVERGEON, patronne d'AREVA reçue en grandes pompes par les « responsables » politiques de notre Région (à l'exception des élus d'Europe Ecologie), il s'agit avant tout de protéger une industrie en danger et « *il n'y aura pas de catastrophe* » !. Pour

protéger les dividendes des actionnaires ? Ce déni de la réalité est révélateur.

SORTIR DU NUCLEAIRE, C'EST POSSIBLE ! C'EST UN CHOIX POLITIQUE

En économisant l'énergie surtout, en diversifiant ensuite l'offre énergétique pour répondre à des besoins décroissants Ce serait même une aubaine pour l'emploi.

En lançant un véritable **débat démocratique** (qui n'a jamais eu lieu, le nucléaire a même été écarté du GRENELLE), notamment sur le **coût véritable du kw/h, le coût du démantèlement, de la gestion des déchets pendant des milliers d'années.**

La sortie du nucléaire, le sevrage après des décennies de propagande mensongère et de gaspillages seront difficiles, avec les déchets et les centrales en héritage pour des milliers d'années. Elle peut se faire sur une génération (de 10 à 20 ans environ) : nos associations font des propositions alternatives (1).

L'AVENIR D'AREVA ? ENGAGER UN PLAN DE RECONVERSION

Les uns après les autres, les pays vont abandonner ou réduire sérieusement leurs programmes nucléaires. Il ne restera dans le carnet de commandes d'AREVA, avec son EPR déjà invendable, que celles des dictatures, souhaitant en faire un moyen d'accès à l'arme nucléaire. Les travailleurs de l'atome, engagés dans une impasse par les pouvoirs publics, n'auront d'autre choix d'exiger dès à présent un plan de reconversion. La Bourgogne et le chalon nais sont particulièrement concernés, embarqués dans l'aventure sans lendemain du Pôle nucléaire bourguignon.

Notre solidarité active avec les victimes japonaises va de pair avec notre colère contre ceux qui sont responsables de cette catastrophe et ceux qui, en France, veulent malgré tout nous entraîner dans une aventure dangereuse et sans lendemain.

RESTONS MOBILISES ! D'ici un mois, nous préparons des actions pour les 25 ans de la catastrophe de TCHERNOBYL, le 25 avril. Nous avons mis au tirage 1 million de brochures d'information indépendante..

:

Contact :
reseau.capen71@orange.fr



VOUS AVEZ DIT DEBAT ?

Le nucléaire n'est pas soluble dans la démocratie...

Tous, nous devons supporter le poids du nucléaire. Tous, nous subissons les impacts sanitaires et économiques de ce mode de production d'électricité. Le choix du nucléaire (1974) a été une décision technocratique, imposée sans aucun débat, au mépris de la démocratie. Jamais les citoyens n'ont été consultés. Sauf à l'occasion de sondages post-catastrophes, où l'on apprend que l'opposition populaire est croissante, largement majoritaire.

Ecarté du « GRENELLE », le nucléaire y a tout de même été abordé, parce qu'on devait y parler d'énergie. Un échange de pure forme, les acteurs présélectionnés (1) du Grenelle préférant gommer une divergence si profonde qu'elle risquait de mettre en péril tout l'édifice. Peine perdue. A peine votée la loi Grenelle, une cabale orchestrée par les parlementaires sous influence du lobby nucléaire à l'encontre des énergies renouvelables a vidé le Grenelle de tout potentiel d'évolution écologique. Dans ce domaine comme dans les autres, d'ailleurs.

Comme le dit Stephen KERKHOVE dans son livre « Grenelle de l'environnement, l'histoire d'un échec » : *'Le Grenelle est fini, les choses sérieuses peuvent commencer !'*.

(1) Les associations les plus représentatives comme le Réseau Sortir du Nucléaire ou Négawatt ont été d'emblée écartées.

Au Conseil Régional de Bourgogne, les élus d'Europe Ecologie-Les Verts ont dû imposer leur droit à la parole pour demander l'instauration d'un débat démocratique au sein de cette collectivité.

Adresses utiles :

- * Bourgogne Energies Renouvelables— 102 rue d'Auxonne 21000 DIJON—Site : www.ber.asso.fr—Contact : infoenergie@ber.asso.fr
- * Agir pour l'environnement— Site : www.agirpourenvironnement.org
- * CRIIRAD (Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la RADioactivité— Site : www.criirad.org— Contact : contact@crii-rad.org
- * www.bourgogne.elusecolos.fr

VALDUC

Installé au cœur de la Bourgogne, à 45 km de DIJON, le site nucléaire militaire de VALDUC constitue un symbole des liens du nucléaire civil et du nucléaire militaire, indissociables. Propulsé laboratoire franco-anglais en 2010, il travaille à la fabrication des bombes nucléaires du futur, et donc protégé par un épais secret-défense.

Pour rassurer les populations environnantes, il existe une structure d'information « indépendante », la SEIVA (www.seiva.fr), qui peut faire procéder à des prélèvements dans l'environnement. Mais le site est officiellement autorisé à dépasser les normes. Les dernières analyses (mai 2010) montrent une forte hausse.

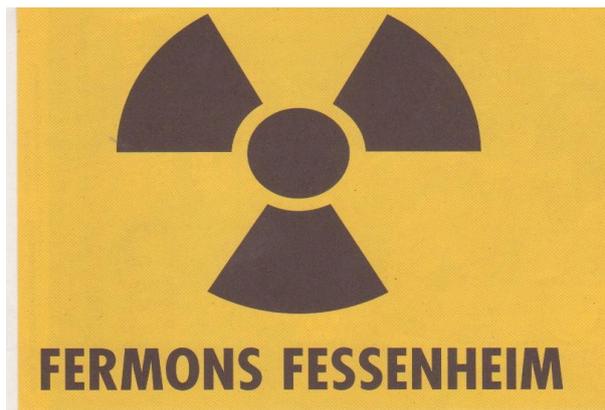
En 2009, une émission d'ARTE a révélé qu'il avait été retrouvé à CADARACHE 39 kg de plutonium...là où on pensait en trouver 8 kgs....Alors que l'on est censé connaître cette substance au gramme près, tant il est dangereux. C'est à CADARACHE que le CEA de VALDUC envoie d'ailleurs des convois de déchets, sachant qu'il utilise sur le site de l'uranium, du tritium, ...et du plutonium.

C'est peu dire que nous n'avons aucune confiance dans ces « informations officielles ». Pour notre part, nous souhaitons que des analyses indépendantes puissent être menées par la CRIIRAD. La pression économique du CEA sur les communes environnantes est énorme. Il n'y a jamais eu aucune simulation d'un accident nucléaire sur DIJON : pas question « d'affoler » la population. Les pastilles d'iodes seraient inutiles.

L'information sur les risques dépend d'une agence, l'ACERIB, qui « gère » également la SEIVA. Le titre de sa lettre d'information « RISQUE ZERO ? », a pour sous-titre « n'attendons pas l'accident pour nous informer » !. Le dernier numéro porte d'ailleurs sur les **Plan de Prévention des Risques Technologiques** (sites industriels SEVESO seuil haut).

Site : www.acerib.fr

Mobilisation à CHALON ▼



La Région Bourgogne doit préparer la reconversion progressive des salariés du nucléaire

Situation du nucléaire:

Actuellement dans le monde, 435 réacteurs fonctionnent, dans 32 pays. Ils produisent seulement 2 % de la consommation énergétique mondiale. Les USA, la Russie, le Japon, la Corée du Sud et la France sont les pays les plus engagés dans cette technologie à risques et très polluante, à court et à long terme.

La France compte 58 réacteurs qui produisent 78 % de l'électricité consommée, mais seulement 17 % de l'énergie totale consommée. Elle est en surproduction et exporte vers ses pays voisins. Elle est, avec la Corée du Sud, le dernier pays à prévoir et à soutenir un développement de l'énergie nucléaire. En outre avec le centre de retraitement des déchets de La Hague (Normandie), la France accueille, retraite et réexpédie les déchets de 27 pays du monde. Plusieurs études ont montré la pollution réelle et diffuse autour du site. On sait aussi que la traçabilité et la sécurité de ces déchets sont aléatoire, et que ce « trafic » international est dissimulé aux populations.

On recense 1100 sites plus ou moins pollués par des déchets radioactifs en France dont plusieurs sont sans signalement et accessibles au public, en dépit du risque sanitaire.

Alors que 70% des Français se prononcent pour une sortie progressive du nucléaire, les pouvoirs politiques persistent à subventionner le développement de la filière, à contre courant d'un mouvement mondial qui s'oriente vers le soutien logique aux énergies renouvelables et vers un meilleur contrôle des usages et des dépenses énergétiques.

Contexte politique actuel

La question du nucléaire reste un sujet « historique » de controverses entre les « écologistes », associatifs et politiques, et la plupart des autres formations politiques, voire les syndicats. C'est un sujet de discorde au sein de la majorité régionale de gauche, en raison de la position idéologique intransigeante du PS et du PCF en faveur du **pôle nucléaire bourguignon**, également soutenu par la droite.

Le Plan Climat Energie de la Région

► Dans la première mouture, ce Plan affirmait que *«Le nucléaire ne produit pas de CO2.. »* et qu'il serait *« une solution pour lutter contre l'effet de serre »*. Une 2e mouture, plus objective, a depuis été élaborée...(cf p.7)

Une énergie en fin de cycle industriel dont il faut prévoir la reconversion, surtout après la catastrophe de FUKUSHIMA

Les USA, la Russie et la Chine n'ont pas encore adopté de position ferme sur la question mais ils réduiront le remplacement de leurs parcs actuels de réacteurs et la construction. Plusieurs pays se sont engagés à sortir du nucléaire, comme l'Allemagne, l'Italie, l'Irlande, le Danemark etc. L'Autriche a banni le nucléaire de sa Constitution. L'opinion publique japonaise, quand elle aura pansé ses plaies, réagira fortement. La France n'est d'ailleurs pas non plus à l'abri de ce

genre d'accident sismique notamment à FESSENHEIM. Plus de 200 des réacteurs dans le monde sont proches de leur fin de vie, dont les 11 réacteurs type Tchernobyl encore en fonctionnement. La part du nucléaire dans la production énergétique totale, déjà marginale, est donc appelée à diminuer. Globalement, le nucléaire est une énergie en fin de cycle industriel. En soutenant la filière, la France et la Bourgogne investissent à contre courant de la recherche et du développement international de sources d'énergies propres et renouvelables créatrices d'emplois. Elles prennent un risque technologique et social en ne préparant pas la conversion sociale nécessaire des travailleurs de la filière.

Organiser la sortie progressive du nucléaire :

L'abandon progressif et organisé du nucléaire peut et doit donc être engagé. Cela passe par le non renouvellement du parc (abandon du projet EPR et d'ITER) la réorientation des financements publics vers la reconversion des travailleurs, le démantèlement des sites (dont on ne mesure toujours pas les coûts réels qui seront peut être exorbitants), et la recherche à la fois d'énergies propres, d'économies et efficacités énergétiques. Si l'Etat restera obligé de financer encore la recherche nucléaire pour en assurer le démantèlement, les collectivités territoriales (donc le Conseil Régional) doivent réorienter leurs subventions vers des recherches d'avenir et vers les reconversions sociales nécessaires pour les travailleurs de la filière. La Bourgogne, concernée par la forte présence (lobbying) d'Areva, doit donc travailler **sur un plan social de sortie du nucléaire**.

PROPOSITIONS ET ORIENTATIONS :

- Le Conseil Régional pourrait envisager la création d'un **Fonds de prévention sociale pour la sortie du nucléaire**, en lieu et place des subventions directes et indirectes qu'elle verse à la filière (pôle nucléaire)
- ⇒ La Région, s'appuyant sur son Plan Climat (corrigé) met au cœur de ses politiques et programmes **l'exemplarité énergétique, beaucoup plus créateurs d'emplois**
- ⇒ En engageant immédiatement un grand programme de **formations** liées aux économies d'énergies et aux énergies renouvelables (apprentissage, filière des lycées professionnels..)
- ⇒ En mettant en œuvre des **critères d'éco-conditionnalité** dans toutes les politiques (aides aux entreprises, aux particuliers ; rénovation des lycées en allant vers la HQE... et abandon du chauffage électrique) et en **communiquant sur les réalisations exemplaires** (impact social et environnemental) par le truchement d'**espaces info-énergie** et l'embauche d'énergéticiens.
- ⇒ En développant des pépinières d'entreprises axées sur la **reconversion énergétique** (emplois de proximité) et en aidant

ON A RECU

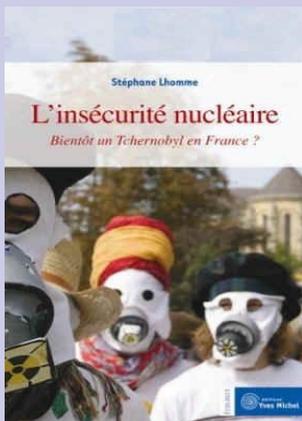
⇒ Une brochure de 30 pages « CLIMAT, AIR, ENERGIE : QUELS ENJEUX POUR LA BOURGOGNE ? »

En queue de la comète GRENELLE 2 et la loi du 12 juillet 2010 (portant engagement national pour l'environnement...) il est prévu l'élaboration, dans chaque région, d'un **schéma régional climat-air-énergie**, dont la vocation est de définir « *les grandes orientations et objectifs régionaux aux horizons 2020 et 2050 en matière de réduction des gaz à effet de serre (GES), de maîtrise de la demande d'énergie, de lutte contre la pollution de l'air et l'adaptation au changement climatique* ».

Piloté par la préfète de Région (1) et le Président du Conseil Régional, ce schéma est censé faire l'objet d'une « *vaste concertation* ». Le document s'appuie sur un état des lieux concocté par l'Etat, l'ADEME, le Conseil Régional, et rédigé par ALTERRE Bourgogne. Il contient beaucoup de données régionales intéressantes . Mais, révélatrice, une absence étrange : l'énergie nucléaire, omniprésente pourtant en Bourgogne par son poids économique, ...idéologique. Comment envisager la maîtrise de la demande d'énergie, les économies d'énergie, le développement des énergies renouvelables, la qualité de l'air etc...sans aborder le boulet que constitue l'industrie nucléaire et son lobby ? Il gèle toute évolution dans ces domaines en mobilisant les investissements (recherche...), en freinant les initiatives pour les énergies renouvelables, en favorisant le **chauffage électrique** et donc le gaspillage... Le seul abandon de ce mode de chauffage rendrait inutile une dizaine de réacteurs et ferait faire un bon à la lutte contre la **précarité énergétique croissante des ménages**.

On partage en tout cas la chute de l'avant-propos : « *Que l'avenir ne soit plus ce qui va arriver, mais ce que nous allons faire* ». Sortir du nucléaire, par exemple.

► Un premier **séminaire** de ce schéma, portant sur l'aménagement du territoire, aura lieu le **vendredi 15 avril à 17h, au Conseil Régional de Bourgogne à DIJON**.



⇒ PHOTO DE CAMIONS DE DECHETS NUCLEAIRE SUR L'AUTOROUTE A6 - mars 2011

- ⇒ En donnant la priorité des aides à l'accès aux énergies renouvelables et aux économies d'énergie aux personnes les plus défavorisées (proportionnelles aux revenus).
- ⇒ En développant la vulgarisation des travaux de recherche sur les technologies des énergies renouvelables (bilan carbone, recyclage, ..)

(suite de la page 6)

GRAVES DEFAILLANCES DE SURETE SUR 34 REACTEURS NUCLEAIRES :

Le Réseau SORTIR DU NUCLEAIRE tire la sonnette d'alarme et demande à l'Autorité de Sureté Nucléaire de jouer son rôle et d'exiger d'EDF la fermeture préventive des sites concernés. Il exige notamment la fermeture immédiate des 16 réacteurs en service depuis plus de 30 ans, et notamment ceux concernés par des **risques sismiques**. En effet, EDF aurait falsifié des données sismiques pour économiser sur la sûreté. Cela concerne, outre FESSENHEIM, les centrales de **BELLEVILLE** (Cher), et **DAMPIERRE** (Loiret) concernant les bourguignons.

PLUTONIUM

La masse de plutonium présente dans le réacteur 3 de FUKUSHIMA est considérable (plusieurs centaines de kilos) . Elle est susceptible de contaminer des masses considérables d'eau de mer pour plus d'un siècle. Ce réacteur a été chargé en août 2010 avec le MOX français d'AREVA, contenant ce plutonium.. Mieux vaudrait pour cette entreprise adopter un profil bas : le MOX est utilisé dans 20 des réacteurs du parc français...



Siège social : 7 rue de la Reppe 71370 OUROUX S/Saône— Président :

Thierry GROSJEAN— Courriel : thierry.grosjean5@wanadoo.fr

Secrétaires :

- deriotdaniel@yahoo.fr
- evelynejaninet@orange.fr

Informations générales :

reseau.capen71@orange.fr

POUR UNE ASSOC' DANS LE CHALONNAIS

La CAPEN participe au **Conseil de développement du Pays du Chalonnais**, qui a « fusionné » avec l'Agglo.

Il manque cependant encore dans le chalonnais une association représentative. Le travail, lui, ne manque pas. Les premières personnes intéressées se sont fait connaître.

La CAPEN fait appel aux bonnes volontés et les mettra en contact les unes avec les autres. Une réunion de rencontre sera prochainement organisée.

Nous écrire à :
claude.bourgade@orange.fr

ou

CAPEN 7 rue de la Reppe
71370 OUROUX S/S— 09 71 38 89 64

A LIRE :

« LA CENTRALE » d'Elisabeth FILHOL— éd P..O.L -

Un roman qui attire l'attention sur les travailleurs du nucléaire, ces « invisibles », précaires, intérimaires... chair à neutrons.

FESTI'LUX 2011

Après avoir participé aux premières éditions, la CAPEN a fait le choix de s'investir dans l'organisation de la pérennisation de **FESTI'LUX**.

L'édition 2011 aura lieu le

DIMANCHE 22 MAI

Pour en faire un lieu festif de dialogue, de rencontres, d'information citoyenne et associative pour tout le chalonnais et au-delà, la CAPEN vous demande de vous joindre aux groupes de travail mis en place par la Mairie de LUX, avec la participation du Grand Chalon. Contacts : mairie.lux@thierry.grosjean5@wanadoo.fr

PROCHAINEMENT, AU MOIS DE MAI / PRINTEMPS

ASSISES DE L'ENVIRONNEMENT en S&L

Espace inter-associatif de rencontres et de débats : environnement et l'économie sociale et solidaire.

Thème : agriculture et alimentation

ORGANISATION DE LA CAPEN 2011

Pour répondre à de nouveaux défis, la CAPEN tente d'améliorer son fonctionnement. Ce pari repose sur votre participation individuelle, en fonction de vos capacités. Nous aurons notamment quelques rendez-vous annuels (dont l'Assemblée Générale annuelle, les Assises annuelles départementales, la Conf de presse sur les points noirs...) qui nécessiteront votre participation. Notre légitimité en dépend. Merci de procéder de vous-mêmes à la mise à jour de vos coordonnées et au paiement de votre cotisation. Cela nous aidera à améliorer notre fonctionnement interne.

PROCHAINS

CONSEILS D'ADMINISTRATION

JEUDI 14 AVRIL

JEUDI 12 MAI

18h30- Préfabriqué près de l'église — Ces CA sont ouverts aux adhérents et se terminent par un « mâchon » commun...

Merci de vous inscrire pour réserver : reseau.capen71@orange.fr

Affichez vos idées avec le pin's antinucléaire !

Pin's créé par Geoffrey B. Small, styliste engagé dans la lutte antinucléaire en Italie. Fabriqué à la main à Veronne, en métal, 20 mm de diamètre, 7 € hors frais d'envoi



LES ORIENTATIONS MAJEURES DE LA CAPEN—2011

BIODIVERSITE 2011 (FORET et mise en place de la TRAME VERTE & BLEUE) — SANTE & ENVIRONNEMENT— AGRICULTURE & ALIMENTATION— PLAN CLIMAT REGIONAL— MISE EN ŒUVRE D'UN RESEAU REGIONAL DES ASSOCIATIONS BOURGUIGNONNES - ACTIONS PESTICIDES/ CHEMINS RURAUX/ RCEA/ Parc National Bresse....Nucleaire...

La CAPEN a besoin de votre adhésion (individuelle ou collective) pour asseoir sa légitimité et améliorer ses capacités d'action sur le terrain.

CONFEDERATION DES ASSOCIATIONS POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA NATURE - Déclarée le 28 mai 2004 - 28 associations fédérées plus les adhésions individuelles - Affiliée à France Nature Environnement— N° 0712007290